

Esclavage au Mali : Des anti-esclavagistes incarcérés

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 22 AVRIL 2021

836

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le Mali au Parlement Panafricain

Le saut d'obstacles



Accord pour la Paix et la Réconciliation : L'Union des Maliens de la Diaspora s'y oppose



Lutte contre le terrorisme : Et si les militaires maliens s'inspiraient d'Idriss Deby!

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au mercredi 22 avril 2021



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand
la distance de sécurité
ne peut être respecter



Se laver les mains
régulièrement



Tousser ou éternuer
dans le coude



Respecter la distance
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique
pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer
les mains



Eviter de se toucher le visage :
la bouche, les yeux ou le nez

Une	Le Mali au Parlement Panafricain : Le saut d'obstacles	P.5
Brèves	Financement du projet PAFEEM : La Banque mondiale et le Mali signent un accord de 60 millions de dollars Mort d'Idriss Deby : « Une lourde perte » pour le Sahel, regrette Bah N'Daw Au Sahel : Des drones terrestres pour soutenir les hommes CENI : Le personnel d'appuis contractuels réclame ses droits EDM-SA: Pas de listes de mauvais payeurs	P.11 P.11 P.12 P.12 P.12
Actualité	Choisi comme Région puis déchu : Fana réclame son statut perdu de capitale régionale Accord pour la Paix et la Réconciliation : L'Union des Maliens de la Diaspora s'y oppose Lutte contre le terrorisme : Et si les militaires maliens s'inspiraient d'Idriss Deby! Insécurité alimentaire : Le PAM tire la sonnette d'alarme Tombouctou : Les forces navales américaines anti-terroristes effectuent un exercice	P.15 P.17 P.19 P.20 P.21
Politique	Présume coupable/ma part de vérité : Les piques du gal. Yamoussa Camara à l'endroit de Soumeylou Boubeye Maïga Chronogramme des élections : Issa Kaou Djim vent debout contre les futures élections	P.22 P.23
Culture & société	US et coutume : Manger ensemble, une valeur en disparition au Mali	P.24
International	Le Tchad perd son maréchal : Les maliens profondément affectés mais reconnaissants Mahamat Idriss Deby Itno, nouvel homme fort du Tchad : Le fils Deby sur une poudrière ? Soutien de la France au Conseil Militaire Transition au Tchad : Le Parlement demande des comptes à l'Élysée	P.25 P.26 P.27
Sport	Week-end des Aigles en Europe : Diabaté et Dicko ont marqué en Turquie	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Repose en paix
son excellence
Idriss DEBY ITNO



La direction de Malikilé
présente ses condoléances au peuple tchadien
et à toute l'Afrique.



Le Mali au Parlement Panafricain : Le saut d'obstacles

Qui ne se réjouirait au Mali de voir une compatriote prendre la tête du parlement panafricain après le passage dans cette auguste assemblée continentale de grandes figures de la vie politique malienne comme Ibrahim Boubacar Keita, Mountaga Tall ou encore Soumaila Cissé ? Toutes ces personnalités ont marqué la vie du PAP et sont encore citées dans ses annales.

Mais faut-il pour autant, s'engager dans un défi sans s'en donner les moyens surtout si l'enjeu dépasse une élection et si les conséquences peuvent éclabousser tout un pays. Tel est l'enjeu principal de l'acceptation du Mali au Parlement Panafricain et de son ambition de faire élire une malienne à sa tête.

En l'occurrence, le premier enjeu pour le Mali, est d'amener le parlement panafricain à accepter les membres du Conseil National de Transition (CNT) comme membre à part entière. Ce point fera sans doute l'objet de discussions juridiques et politiques intenses. Il appartiendra alors au président Bah N'Daw de s'engager personnellement et d'engager avec lui toute l'armada diplomatique du Mali pour

éviter à notre pays une énième humiliation. Mais, il faut être clair, la tâche principale dans cette entreprise incombe au colonel Malick Diaw, le président du CNT qui devra donner un sens et un contenu à la diplomatie parlementaire du Mali.

C'est alors et seulement alors que la candidature de Madame Haidara Aichata Cissé dite Chato pourrait être posée et examinée par le Parlement panafricain. Qui seront ses challengers ? Peu importe. Quelles seront ses chances ?

A dire vrai, rien n'est acquis car l'annonce du chronogramme du referendum et des élections générales impacte négativement sur la candidature de Mme Haidara. En effet, pour le site d'informations spécialisé dans le parlementarisme africain APN, « L'ambition de l'honorable Haidara Aissata Cissé, candidate à la présidence du Parlement panafricain (PAP) en mai 2021, semble avoir subi un autre revers suite à l'annonce par le gouvernement de transition du Mali de la tenue d'élections présidentielles et parlementaires le 27 février 2022. L'impact de ce développement est que le man-

dat de Cissé au Conseil national de transition (CNT) prendrait fin d'ici la fin de l'année. »

Ou est le problème pourrait-on se demander ? Selon toujours le même site « En vertu du règlement du Parlement panafricain, les membres qui se présentent aux élections dans leur pays sont tenus de quitter leur siège au PAP et de prêter à nouveau serment s'ils sont ré-élus. L'honorable Cissé avait quitté son poste de deuxième vice-présidente du PAP pour l'élection au Mali en mars 2020. Elle a été ré-élue mais le coup d'État militaire d'août 2020 a entraîné la prise de contrôle du gouvernement et la dissolution du parlement élu. Elle n'est pas encore revenue où prêter serment au PAP depuis lors. »

En clair, la question est de savoir si le Parlement panafricain accepterait de porter à sa tête une personne, élue ou nommée dont la fin de mandat national est fixée 8 mois plus tard. Cette instabilité programmée est un très lourd handicap à la candidature de Chato dont ses adversaires feront sans doute leurs choux gras. La candidate malienne elle-même a donné des verges à ses adversaires pour la fouetter. Selon



toujours APN, c'est le « le président de la Transition, par décret n° 2021_0001 / PT-RM du 04 janvier 2021, a confirmé la nomination de l'honorable Cissé en tant que membre de la CNT. Elle a remplacé l'imam Oumarou Diarra, un membre influent du M5-RFP qui a démissionné de la CNT.

À la suite de sa nomination à la CNT, l'honorable Cissé a immédiatement annoncé sa candidature à la présidence du Parlement panafricain. Selon un communiqué qu'elle a rendu public le 4 janvier 2021, « Afin de poursuivre mon mandat et de faire de ma candidature à la présidence du Parlement panafricain une réalité, je viens d'être nommé

à la CNT ».

Nommée à la CNT pour être présidente du parlement panafricain est un jeu de passe-passe qui semble rester à la gorge de certains parlementaires panafricains jaloux de leurs prérogatives et de leur pouvoir souverain d'élire leur président.

Il s'agira dans cette course d'obstacles de surmonter tous ces écueils auxquels s'ajoutent, selon toujours APN « Cette annonce des élections de février 2022 est aggravée par des informations selon lesquelles le Parlement panafricain pourrait rejeter la délégation du Mali suite à un traitement similaire par le Parlement de la CEDEAO qui a fait valoir que le

Conseil national de transition (CNT), l'organe chargé du pouvoir législatif au Mali n'a pas été élu mais nommé par les militaires. »

Un autre problème demeure : qu'advient-il si la dissolution du CNT demandée par le M5-RFP est suivie par la Cour suprême. Une autre épée de Damoclès sur la tête de la candidate ?

On le voit, les difficultés sont réelles mais l'horizon n'est pas totalement obstrué. Au Mali et à la candidate de s'engager fermement pour réussir. Ou de renoncer d'ores et déjà au projet.

■ Moctar Sow



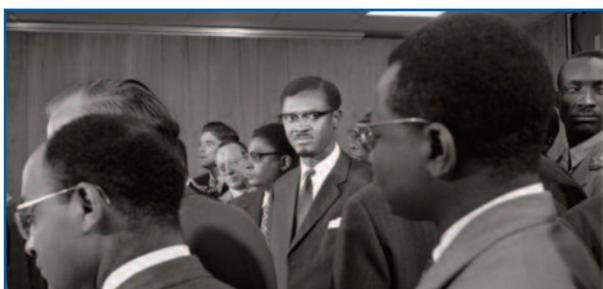
Arouna Modibo TOURÉ

Idriss Déby est mort les armes à la main. Puisse Allah l'accueillir en son vaste Paradis. Pensées pour sa famille et à tous nos frères Tchadiens #Tchad



Jeune Afrique

Le 17 janvier 1961 disparaissait le premier chef de gouvernement congolais, Patrice #Lumumba, assassiné après avoir été renversé avec la complicité de Washington. Un épisode sombre que Larry Devlin, le « Monsieur Congo » des services américains de 1960 à 1967, révélera un demi-siècle plus tard dans son passionnant récit, « CIA, Mémoires d'un agent »



À l'Assemblée nationale, le groupe de travail de la nouvelle coalition de Tshisekedi s'est penché sur la proposition de réforme de la Ceni portée par Christophe Lutundula. Voici les options qu'il a retenues.



M. Nouhoum Togo - Officiel

Présidence de la République du Tchad
Le Président du Conseil Militaire de transition, Général des Corps d'Armées, MAHAMAT IDRIS DEBY, a accordé hier dans la soirée une série d'audience à quelques personnalités venues s'enquérir de la situation qui prévaut au pays suite à la disparition du Maréchal du Tchad IDRIS DEBY ITNO. <https://presidence.td/conseil-militaire-de-transition/>



"75 demandes de divorces sur la table des juges de la Cour d'appel de Bamako pour la journée de ce Mercredi 21 Avril 2021."
Les obsèques de feu IDRIS DEBY ITNO ce vendredi 23 mars 2021 à la place des nations à N'Djamena à 09h . Source CTV Afrique



Le talon d'Achille, de nos supposés "Talon du Mali" c'est de penser que l'argent est un programme solide de campagne. Le trou qui nous englouti est bien immense.

Maitre Mamadou Ismaïla Konaté

Aucune condamnation officielle encore par le président de la C/UA, @AUC_MoussaFaki du coup de force au Tchad, alors que pour le Mali, il a agi. Sa nationalité tchadienne et ses liens avec @MIdrissDebyItno y sont-il pour quelque chose ? #UA #Tchad #Démocratie



Moussa Faki Ma... · 18/8/2020

1/3: Je condamne énergiquement l'arrestation du Président Ibrahim Boubacar Keita, le Premier Ministre et autres membres du Gouvernement maliens et appelle à leur libération immédiate. #Mali

495 316 833

Moussa Faki Ma... · 18/8/2020

2/3: Je condamne énergiquement toute tentative de changement anti constitutionnel et appelle les mutins à cesser tout recours à la violence et au respect des institutions républicaines. #Mali

43 81 143

Moussa Faki Ma... · 18/8/2020

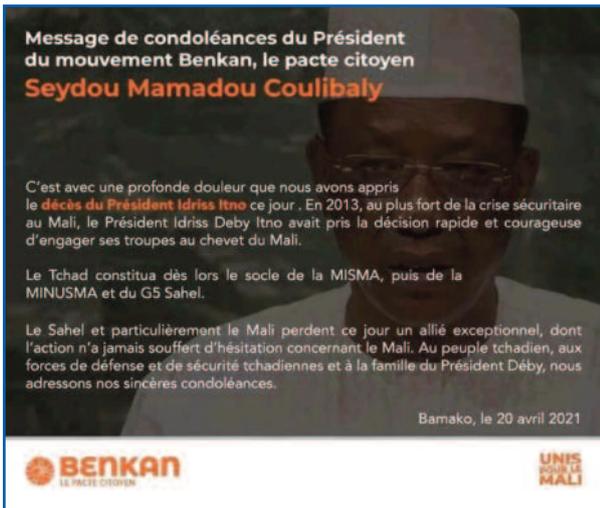
3/3: J'appelle la #CEDEAO, Nations Unies et toute la communauté internationale à conjuguer efficacement leurs efforts pour s'opposer à tout recours à la force pour la sortie crise politique au #Mali.



Sibiri Mariko

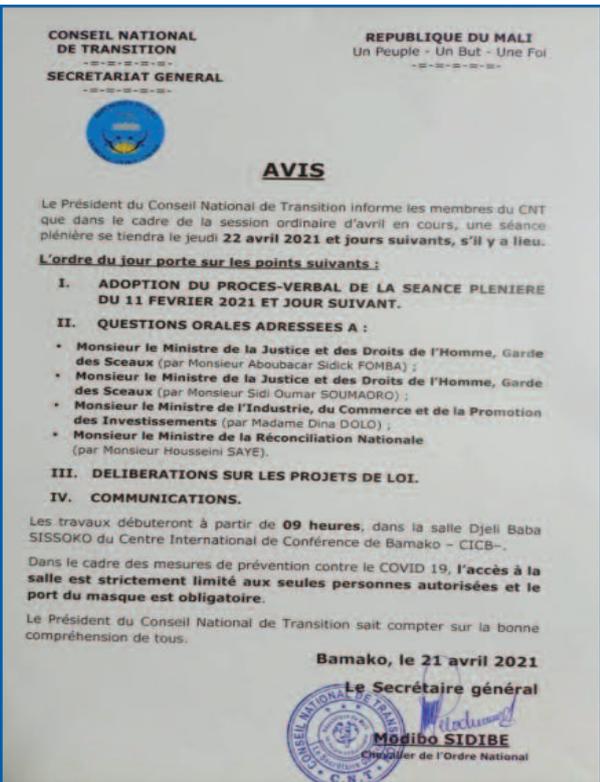
Mouvement de Soutien A Seydou Mamadou COULIBALY

Message de Condoléances du Président Seydou Mamadou COULIBALY suite au décès du Président de la République du Thad le Maréchal Idriss Deby Itno !v



Gouvernement du Mali

AVIS : Séance Plénière du jeudi 22 avril 2021 au #CNT

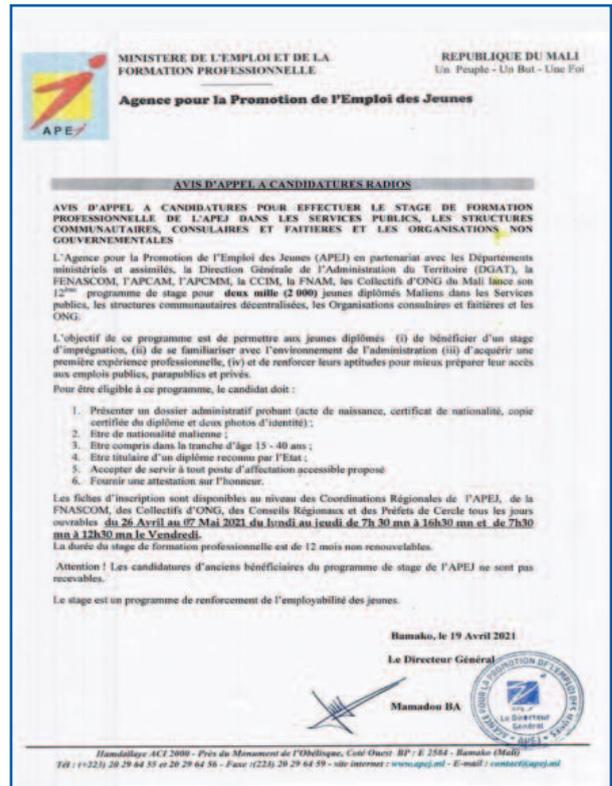


Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE STAGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'APEJ

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle a l'honneur de vous informer de la reprise du programme de stage de formation professionnelle dans les services publics... La reprise de ce programme tant sollicité était une priorité du Ministre Mohamed Salia Touré afin d'offrir aux jeunes diplômés en quête d'emplois leur première expérience professionnelle.



M5 MÉDIA



#Tchad : Il n'y a pas eu de coup de feu au Palais rose #FakeNews .

Une folle rumeur faisant état des tirs au Palais présidentiel pour renverser le président du Conseil Militaire de Transition (CMT), le général Mahamat Idriss Déby Itno circule sur les réseaux sociaux depuis quelques heures. Tchadinfos a vérifié pour vous. Il n'y pas eu des tirs confirment plusieurs sources. Des sources concordantes sécuritaires et des membres de la famille que Tchadinfos a réussie à les joindre, rassurent, « qu'il n'y a jamais eu des tirs autour du Palais présidentiel ». Des habitants des quartiers proches du Palais présidentiel confirment aussi n'avoir pas entendu des tirs d'armes dans le parage. Un membre de la famille nous confie que : « Le Président du conseil militaire de transition est bien vivant. Il n'y a jamais eu des coups de

feu au palais rose et pas de querelles avec son frère Zakaria ». Un haut responsable du CMT tout en confirmant qu'il n'y a jamais eu des tirs appelle la population à la vigilance contre la manipulation de certains internautes qui voudraient par tous les moyens créer la psychose et la panique pour tenter de déstabiliser le système en place.
#M5MÉDIA



Bina Sogoba

L'adjoint du chef de la rébellion capturé au Tchad. Son chef serait introuvable. Le regret se lit sur les visages.



YERI Bocoum

#YBC/MAGUIRAGA
#URGENT: CÔTE D'IVOIRE: Un camp militaire d'Abidjan attaqué, 3 morts



Un camp militaire d'Abidjan a été attaqué dans la nuit de mardi à mercredi par des hommes armés non identifiés, faisant trois morts et un blessé parmi les assaillants et un soldat blessé, selon des sources sécuritaires ivoiriennes.

"Aux environs de 1h30 (locales et GMT), des détonations ont été entendues au camp militaire d'Anonkoua Kouté", dans le nord d'Abidjan.

L'attaque a été menée par "un groupe d'individus venus à bord d'un véhicule type 4x4 de couleur noire et de taxis", a expliqué à l'AFP une source sécuritaire, faisant état d'un "bilan provisoire de trois morts et un blessé côté assaillants et un blessé côté loyalistes".

#Source: AFP



#YBC/ Amara SYLLA

Le Mystère entoure encore la Mort d'Idris DEBY. Selon certaines sources, il aurait été assassiné

Awa Sylla

Il va se reposer à Amdjarass là même où il aimait passer tout le mois de ramadan. Tu nous manquera président Deby.



Il faut un remaniement pour virer certains ministres. Le pays souffre trop.

Casimir Apiè

On nous avait imposé l'éducation de masse qu'importe la qualité. C'est le tour de la vaccination de masse, qu'importe la qualité



La Tanière du Lion

Samuel Eto'o Fils @ L'envoyé de dieu célèbre son premier but lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2002 au match du groupe E entre le Cameroun et l'Arabie saoudite joué au stade Saitama, à Saitama-Ken, Japon le 6 juin 2002 Le Cameroun avait remporté le match 1-0.





Ibrahima Boubacar Yoro Maiga



Dans le cadre de sa lutte contre le projet d'amnistie des auteurs des coups d'Etat au Mali : Le Front contre l'impunité a déposé une plainte hier contre Assimi Goïta et Malick Diaw
Créé, le mardi 30 mars dernier, pour empêcher l'adoption d'un projet de loi visant à amnistier les auteurs des coups d'Etat au Mali, le Front contre l'impunité (FCI) vient de passer à la vitesse supérieure. Il a décidé de déposer une plainte contre Assimi Goïta et Malick Diaw à travers une lettre adressée aux ambassadeurs de France, de la Belgique, des Etats-Unis et des Pays-Bas au Mali. S'y ajoutent la MI-

NUSMA et les structures dédiées aux droits de l'Homme notamment l'AMDH et le CNDH.
Source: l'Indépendant



Primature du Mali



NOTE D'INFORMATION

LE COMITE D'ORIENTATION STRATEGIQUE DEMARRE SES TRAVAUX LUNDI 19 AVRIL 2021 A LA PRIMATURE

Le Premier ministre, Chef du gouvernement, M. Moctar Ouane, préside, le lundi 19 avril 2021, le lancement des travaux du Comité d'orientation stratégique (COS) créé pour appuyer la conduite des réformes politiques et institutionnelles prévues par la Transition.

Le Comité est composé de cinquante personnalités représentant la classe politique, la société civile, le secteur privé, l'Université, les syndicats et les légitimités traditionnelles et religieuses. Cet organe consultatif, créé le 31 mars dernier, doit appuyer le Premier ministre dans sa réflexion pour l'action dans le cadre des réformes.

Le COS se réunit deux fois par mois sur convocation du Premier ministre. Il peut se réunir à tout moment, en cas de nécessité, à la demande du Premier ministre. Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, ses collègues de l'Économie et des Finances et de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions sont membres de droit du Comité.

Le comité a pour mission de définir le périmètre des réformes au regard du contexte et de la durée de la Transition. Il est également chargé de formuler des recommandations sur la base des réformes identifiées par le Dialogue national inclusif (DNI) ainsi que les journées de concertation nationale. Sa mission est aussi de promouvoir l'esprit des réformes politiques et institutionnelles.

Le comité dispose d'un groupe d'appui de six Experts et d'un pool d'assistants qui composent le Secrétariat permanent sous la direction de l'ancien ministre Mohamed Alhousseyni Touré. La structure est également composée de groupes thématiques présidés par une personnalité politique ou civile. Ils sont chargés de faire l'état des différentes propositions de réforme et de les analyser; de suggérer au Comité les propositions de réforme jugées pertinentes ; de proposer des stratégies de renforcement du consensus autour des réformes à conduire. Le lancement des travaux du COS sera notamment marqué par une présentation du chronogramme électoral par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. L'événement aura lieu à la Primature à partir de 10h.

Financement du projet PAFEEM : La Banque mondiale et le Mali signent un accord de 60 millions de dollars



Le Mali a reçu le soutien de la Banque mondiale dans le cadre du financement du projet de promotion de l'accès au financement, à l'entrepreneuriat et à l'emploi (PAFEEM). La signature de l'accord de financement s'est déroulé ce 20 avril à Bamako.

Selon Soukeyna Kane, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Mali, le Pafeem, d'un montant de 60 millions de dollars américains, dont 30 millions en don et 30 millions en crédit, a pour objectif de soutenir les efforts du gouvernement face aux défis de l'inclusion financière, du financement des micro, petites et moyennes entreprises et de la création d'activités génératrices de revenus, particulièrement au bénéfice des jeunes et des femmes.

Elle affirme que le Pafeem adhère à la stratégie de développement économique durable qui inclut la promotion du « développement inclusif et de la transformation économique » et appuie les efforts nationaux pour l'emploi.

En outre, ajoute-t-elle, le projet s'inscrit dans le cadre de la politique de la région Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale visant à renforcer le capital humain, l'autonomisation des femmes, l'accélération de la transformation numérique et l'intégration régionale.

« Le Pafeem vise la promotion de l'accès au financement, l'entrepreneuriat et l'emploi pour les segments vulnérables au Mali. Il garantira un prêt ou une ligne de crédit à 1 000 micros, petites et moyennes entreprises et 15 000 personnes pourront bénéficier d'opportunités génératrices de revenus, notamment les femmes. De plus, il soutiendra la numérisation de certains services de paiement gouvernementaux afin d'augmenter le nombre de personnes détenant un compte de transaction, évalué actuellement à moins de 20% au Mali contre une moyenne de 43% en Afrique subsaharienne », explique la directrice des opérations de la Banque mondiale.

Par ailleurs, à travers ses composantes, souligne Soukeyna Kane, le Pafeem s'aligne sur les initiatives entreprises par le Gouvernement du Mali et ses partenaires techniques et financiers dans le cadre de la relance économique et de la reprise du secteur privé après les chocs du Covid-19 notamment avec la numérisation des paiements sociaux et la mise à disposition d'un fonds de soutien aux entreprises.

Adou FAYE

Source : LEJECOM

Mort d'Idriss Deby : « Une lourde perte » pour le Sahel, regrette Bah N'Daw



Les obsèques nationales du président du Tchad sont prévues vendredi prochain à Ndjamena, dans la capitale du pays. Feu Idriss Déby Itno sera toutefois inhumé à Berdoba, dans sa région natale, à l'extrême Est du Tchad. C'est la présidence de son pays qui l'a annoncé ce mardi 20 avril dans un communiqué publié quelques heures après son décès. « Une lourde perte » pour la région sahélienne et l'Afrique, a regretté le Président de la transition au Mali, Bah N'Daw.

Feu Idriss Deby Itno a succombé à ses blessures reçues lors de combats contre les rebelles, selon l'armée tchadienne. Il était le Président du Tchad depuis son coup d'État du 2 décembre 1990. Le maréchal venait d'être réélu pour un sixième mandat à la tête de son pays quand sa mort est annoncée, quelques heures plus tard ce mardi 20 avril. Pour ses obsèques officielles qui auront lieu vendredi prochain, elles se dérouleront en présence « de chefs d'État et de gouvernement des pays amis », indique la présidence tchadienne.

« En cette douloureuse circonstance, je m'incline devant sa mémoire. J'adresse au peuple, aux hautes autorités tchadiennes et à la famille de l'illustre disparu mes condoléances les plus attristées », a déclaré le président de la transition au Mali. Bah N'Daw ajoute que c'est « une lourde perte » non seulement pour son pays mais aussi pour la région sahélienne et l'Afrique. Il a ainsi salué le « soutien multiforme » que feu Idriss a apporté à la paix, à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Situation tendue à N'Damena

Pour la suite, contrairement à ce que la constitution tchadienne prévoit, c'est le conseil militaire de transition qui gère le pays pour 18 mois. Il est dirigé par le général Mahamat Idriss Déby Itno, âgé de 38 ans, fils du défunt président. Des citoyens tchadiens parlent déjà de « coup d'État ». En même temps, cette transition est aussi rejetée par les rebelles qui ont promis de marcher sur N'Djamena. L'ambiance reste inquiétante dans la capitale du Tchad.

Source : studiotamani



Au Sahel : Des drones terrestres pour soutenir les hommes



Quatre drones terrestres mules sont arrivés sur la Plateforme opérationnelle désert de Gao (PfOD). Ils sont déployés au sein du Groupement tactique désert Bison afin d'être expérimentés dans la bande sahélo-saharienne.

« C'est la première fois que l'armée française expérimente des drones terrestres en opération extérieure » explique le chef de bataillon Jean-Charles, chef d'équipe projet au Battle Lab Terre. « L'objectif de ce programme est avant tout de rendre le fantassin plus mobile ». Capables de transporter jusqu'à 750 kg de matériel durant huit heures, à une vitesse de 8km /heure, ces drones terrestres mules vont réduire la fatigue physique des combattants en les délestant d'une partie de leur équipement ou de leur paquetage.

Au-delà des missions d'assistance, ces drones terrestres peuvent aussi effectuer des missions logistiques : ravitailler les militaires en vivres et munitions et assurer des liaisons entre deux groupes distants. Leurs caméras embarquées permettent à l'opérateur de télécommander le robot hors de sa vue en utilisant le retour vidéo de sa télécommande. Cette expérimentation a pour objectif de tester ces drones terrestres dans l'ensemble du spectre de leurs missions, pour déterminer si cette innovation répond à tous les besoins de la Force Barkhane, sur un théâtre d'opérations aussi exigeant.

Source : Barkhane

EDM-SA : Pas de listes de mauvais payeurs

Depuis un certain temps, circule sur les réseaux sociaux, un message attribué à EDM qui fait croire que la société énergie du Mali s'apprête à publier la liste des mauvais payeurs. « Il n'en est rien », selon la direction de l'entreprise.

Nous avons approché EDM-SA pour en savoir davantage, il nous revient que c'est un fake-news, de la manipulation pure et simple. De sources bien introduites à la Direction générale de EDM-SA, il n'a jamais été question de publier la liste de quelque client que ce soit sous prétexte de non règlement de leur facture, ce qui est contraire au contrat qui lie EDM-SA à ses abonnés et aux dispositions légales en matière de protection des données à caractère personnel.

« Ce qui préoccupe aujourd'hui les responsables d'EDM-SA, c'est de

CENI : Le personnel d'appuis contractuels réclame ses droits



Un vent de révolte souffle en ce moment à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Cette structure en charge de l'organisation des élections est dans le collimateur de son personnel d'appuis contractuels qu'elle a recruté en 2017. Alors que cette catégorie de travailleurs en fin de contrat s'attendait à des droits, la CENI leur demande de faire leurs valises sans aucun sous. Pendant ce temps, le président de cette entité électorale, M. Amadou Ba, un grand homme de droit, joue au dilatoire.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, la CENI procède au recrutement du personnel d'appuis contractuels. Cette catégorie de travailleurs est composée de secrétaires, d'agents de saisie, de chauffeurs et de gardiens pour ne citer que ceux-ci. Ces travailleurs complètent le cadre organique de la CENI. C'est ainsi qu'en 2017 un nouveau contingent de personnel d'appuis contractuels envoisinant la cinquantaine a été recruté pour un délai de 6 mois, après le test d'un mois.

Selon des informations, au lieu de six mois, le contrat s'est étendu jusqu'en février 2021, soit trois ans. Donc logiquement, la cinquantaine de travailleurs s'attend à un droit après les trois ans de durs et loyaux services rendus à la nation. Mais la surprise fut grande lorsque leur contrat a seulement été sanctionné par une indemnité de départ de trois mois sur papier dont un mois non payé.

Le Président de la CENI Amadou Ba, qui avait promis devant Dieu et les hommes de faire tout son possible afin de remettre ces contractuels dans leur droit, continue de faire la sourde oreille malgré l'intervention de l'inspection du travail qui a visé les contrats en question, conformément, au code du travail.

Ce personnel d'appuis contractuels de la CENI qui ne sait plus à quel saint se vouer attend désespérément ses dus. Depuis, ils interpellent le président Amadou Ba.

Adama Coulibaly / Source : Mali Tribune

travailler à soulager la population en réduisant les coupures en ces temps de canicule coïncidant avec le ramadan », souligne notre interlocuteur.

A.K. / Source : Mali Tribune



RAMADAN

M U B A R A K



LA DIRECTION DE VOTRE
QUOTIDIEN NUMERIQUE

“MALIKILE”

souhaite un bon mois
de Ramadan
à tous les musulmans

Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Choisi comme Région puis déchu : Fana réclame son statut perdu de capitale régionale

Fana, Région de Koulikoro, avait été retenu, comme chef-lieu de Région dans le nouveau découpage. Il fut ensuite écarté au profit de Dioïla. Outrée, la ville ne baisse pas les bras.

On peut être amené à penser que le président Amadou Toumani Touré, ATT, a été élu avec une préoccupation majeure : procéder à la réorganisation du pays sur le plan de l'administration territoriale. Il s'agissait, ce souci existant depuis 1990, de créer de nouvelles régions qui répondent aux exigences de la communauté internationale qui voyaient dans la « décentralisation » un moyen de satisfaire, par ricochet, la demande armée des rebelles du nord.

Cette communauté voyait dans l'« autonomisation poussée » et la régionalisation un moyen d'atteindre deux objectifs. D'abord, le sien propre : découper le pays en petits morceaux territoriaux incapables de s'autogérer, dans un pays sans État fort et capable de défendre le territoire et de conduire efficacement son développement. L'ensemble devient alors dépendant de l'extérieur et sujet à soumission. D'un autre côté, la décentralisation poussée pourrait être le moyen de satisfaire les exigences armées et violentes des différentes catégories de rebelles azawadistes.

Une fois élu en 2002, ATT s'empresse de mettre en place un groupe d'experts chargé de lui proposer un nouveau schéma de découpage territorial. Il s'agissait de créer de nouvelles régions au nord du Mali qui adoucissent les appétits des rebelles du nord.

Sur des critères objectifs, Fana choisi comme Région

Ledit panel a remis à ATT un rapport qui respecte les Termes de référence c'est-à-dire les critères objectifs de découpage imposé. Le découpage lui proposait un schéma de 19 Régions administratives par le morcellement des régions existantes et la création de nouvelles. Pas seulement au nord, pour ne pas conforter la thèse de la partition, mais également au sud même si l'opérationnalisation des nouvelles régions du nord a été matérialisée et celles du sud négligées.



Parmi les nouvelles régions proposées, Fana ; sorti des entrailles de Koulikoro. La nouvelle région est créée par le Document N°00283/MATCL6 SG du 6 décembre 2005a suscité une grande liesse dans les chaumières du Guègnèka.

À sa grande surprise, Fana va être en 2011, parmi la dizaine de nouvelles régions créées, la seule à être écartée et remplacée par Dioïla.

Ce qui a provoqué une grande déception et une indignation comme dans un château d'Espagne écroulé.

Des critères subjectifs et politiques politiques sont évidemment passés par là. Ces critères gommèrent la ville de Fana de la liste au profit de sa voisine Dioïla, un village enclavé et distant de 40 kilomètres.

On sait que ATT n'avait pas de parti politique



sur lequel s'appuyer au plan national. Il disposait par contre de relais locaux pour soutenir sa politique. Parmi eux, le capitaine Soungalo SAMAKÉ était un notable après sa retraite de l'armée de Dioïla et un inconditionnel de ATT, un soutien local de grande valeur. Il faisait partie de ces relais. Il va user de sa position pour faire substituer Dioïla à Fana.

Après son élection comme Président de la République en 2013 et la suprématie de son parti, le RPM, sur l'Assemblée nationale, IBK va continuer sur la même lancée. Il faut croire que le député RPM Mamadou DIARRASSOBA, très proche de IBK et seul pilier du parti dans le cercle, a œuvré pour conserver l'acquis.

Un front de refus pacifiste

Mais, Fana et dépendances n'ont jamais été « indifférentes devant cette situation ». Un front de refus est né pour mener la lutte : « Le collectif pour la défense de la régionalisation de Fana ». Il était dirigé par le vieux chef de village Banou TRAORÉ en personne.

Le collectif a saisi, par écrit, les autorités compétentes, y compris à Bamako. Des délégations ont été dépêchées pour mener la bataille. Sans effets ni résultats.

Il a alors décidé de passer à l'action. Ce 17 janvier 2018, après une marche gigantesques qui

a coupé Bamako du centre et de Nord du pays, il a lu et remis une déclaration au sous-préfet de Fana après une « marche Pacifique ».

A travers cette déclaration, les responsables du collectif écrivent, en ce qui concerne les motifs : « pour porter à la connaissance des autorités étatiques du Mali, nos préoccupations qui s'articulent autour de deux points : la régionalisation de Fana et la réhabilitation de la route de Fana-Beleco-Mena ».

Après avoir exprimé, « un sentiment de frustration de près de 500.000 habitants », la déclaration demande au gouvernement « d'examiner avec bon sens et clairvoyance (...) de bien vouloir aller dans le sens » des études et documents de 2005.

La patience a des limites

À la suite de cette marche, le collectif a relancé le ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales par écrit pour « Rappel de la régionalisation de Fana ». Dans ce courrier, le collectif « sollicite la sagesse et le bon sens du gouvernement (...) à bien vouloir prendre en compte les critères qui ont initialement choisi Fana pour être région en écartant toute considération politique ou per-

sonnelle ».

Les autorités de ce pays qui n'ont rien à faire avec un langage aussi pacifique et respectueux n'ont, évidemment pas, levé le petit doigt.

Le lundi 19 de ce mois d'avril 2021, le collectif a dépêché à Bamako une délégation, conduite par Lassine COULIBALY, chargée de déposer un courrier, dont Malikilé a obtenu une copie, au niveau du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation : « pour information ».

Dans cette correspondance signée du nouveau chef de village et président, Adama TRAORÉ, et du président de la Société civile et vice président, Lamine DEMBELÉ, le collectif rappelle que « Fana avait été déclaré région par les premiers textes de découpage administratifs », qu'ils ont été surpris que Dioïla le remplace et que, « sans vouloir verser de l'huile sur le feu (...) Dioïla peut devenir Région, mais pas avec Fana ». C'est dit.

Le langage se durcit un peu. Les plus hautes autorités du pays sont elles de bons ententeurs et psychologues ? Osons l'espérer pour une fois.

■ Amadou TALL

Accord pour la Paix et la Réconciliation : L'Union des Maliens de la Diaspora s'y oppose



Il y aura bientôt six ans qu'a été signé, à Bamako, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, entre le Gouvernement et les groupes armés indépendantistes du nord. Depuis six ans, l'Accord issu du processus d'Alger peine à être appliqué. L'ancien Président Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) dont le Gouvernement a participé à l'élaboration du texte dudit accord, a reconnu peu avant son renversement la nécessité de la relecture de l'Accord signé à Bamako les 15 mai et 20 juin 2015. Bien que la majorité des Maliens soient opposés à l'application en l'état de l'Accord comme l'attestent les recommandations du Dialogue national inclusif (DNI) et des Concertations nationales, la junte militaire au pouvoir depuis le coup d'Etat du 18 août 2020, a exprimé sa volonté d'une application intégrale de l'Accord signé à Bamako. Depuis l'annonce de cette volonté, des voix s'élèvent régulièrement pour dénoncer une décision unilatérale non conforme à la volonté exprimée par l'ensemble du Peuple du Mali. La dernière en date est venue de L'Union des Maliens de la Diaspora qui, dans une lettre ouverte, condamne l'application intégrale de l'Accord de Bamako la-

quelle, à long terme, ne peut conduire qu'à la partition du Mali.

Les Maliens de l'extérieur jouent un rôle prépondérant particulièrement dans le domaine de l'économie nationale. En effet, l'argent rapatrié par nos compatriotes vivant à l'étranger est une manne financière d'environ 500 milliards de FCFA injectés annuellement au Mali. Rien qu'en Côte d'Ivoire les Maliens vivant dans ce pays sont estimés à environ 4 millions de personnes. En fait les Maliens sont disséminés un peu partout en Afrique et dans le reste du monde et participent au développement socio-économique du pays comme en témoignent les immenses investissements dans l'éducation, la santé, l'agriculture et l'adduction d'eau, particulièrement dans la Région de Kayes. C'est à ce titre que l'ancien Président du Mali, feu Amadou Toumani Touré dit ATT, avait refusé de souscrire à la pression de l'ancien Président français Nicolas Sarkozy pour signer un accord en vue du rapatriement des Maliens de France. Les Maliens de l'Extérieur font entrer plus d'argent au pays que ne le fait l'aide extérieure au développement. C'est compte tenu de ce poids que les Maliens

de la diaspora se battent pour avoir une représentation à hauteur de souhait dans les instances de décision du Mali, notamment l'Assemblée nationale et le Gouvernement. Ainsi, depuis quelques années, les Maliens de l'extérieur bénéficient d'un Ministère qui leur est spécialement dédié. Cependant les Maliens de la diaspora veulent participer à toutes les décisions nationales qui concernent la vie de la Nation. C'est ainsi que L'Union des Maliens de la Diaspora a fait entendre sa voix dans l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale. Dans une lettre ouverte publiée à Paris, en France, ce mardi 20 avril 2021, L'Union des Maliens de la Diaspora exprime son opposition à la décision des autorités de la Transition d'appliquer intégralement ledit accord.

Après avoir rappelé les exactions contre les populations civiles des régions du nord du Mali au temps de l'occupation entre 2012 et 2013, L'Union des Maliens de la Diaspora dénonce les contraintes imposées au Mali par la communauté internationale pour accepter les termes de ce qui sera plus tard appelé Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale issu

du processus d'Alger. Pour L'Union des Maliens de la Diaspora, « les négociations et la clause de cet accord conclu entre, d'une part, le gouvernement de la République du Mali et, d'autre part, les groupes armés rebelles indépendantistes (MNLA, HCUA, MAA) regroupés au sein d'une plateforme appelée Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et les représentants des groupes armés d'autodéfense connu sous le nom de Plateforme du 14 juin 2014, ont eu lieu dans un pays étranger, l'Algérie, et dans des conditions de grande opacité contraires aux exigences les plus élémentaires de transparence et de démocratie en vigueur au Mali et dans le monde ». Cette opacité a été la règle car, écrit L'Union des Maliens de la Diaspora « le peuple malien et ses représentants élus au Parlement national n'ont pas été associés, ni même consultés et correctement informés du contenu précis des négociations avant la signature de cet accord d'Alger ». Malgré tout, précise L'Union des Maliens de la Diaspora, l'Assemblée nationale du Mali s'est autosaisie du dossier « pour faire publiquement une déclaration écrite le 24 septembre 2014 intitulée « Déclaration sur les négociations d'Alger » qu'elle a conclue par un rappel ferme aux parties impliquées dans les négociations dans lequel elle « condamne toute volonté de vouloir créer un statut spécifique aux régions nord du pays, qu'il s'agisse d'autonomie ou de fédéralisme ».

Aujourd'hui, L'Union des Maliens de la Diaspora dénonce « la mise en application de façon accélérée sous la pression de certains États de la communauté internationale » alors que l'accord « n'a pas encore été soumis pour analyse et approbation aux membres du Parlement national conformément à l'obligation de la



Constitution du Mali ». Par ailleurs L'Union des Maliens de la Diaspora s'indigne de ce que « le peuple malien, dans sa grande majorité, est privé par les autorités publiques d'explications sur le contenu de l'accord et de débat public de qualité relatif à l'impact des dispositions de ce document qui, si elles sont appliquées intégralement, vont pourtant à court terme bouleverser complètement l'ordre constitutionnel et politique ainsi que l'organisation politique et territoriale du pays et, à long terme, soulever un risque évident de partition du pays ».

L'Union des Maliens de la Diaspora dans sa Lettre ouverte soutient que le peuple malien dans sa majorité a émis des réserves sur l'application intégrale de l'Accord dit d'Alger. C'est ce qui a poussé l'ancien Président IBK à annoncer sa volonté de relecture de certaines clauses de l'Accord, suscitant ainsi l'espoir chez ses compatriotes. Or, écrit L'Union des Maliens de la Diaspora, « l'espoir et les attentes du peuple malien ont été déçus par les nouvelles autorités politiques qui, en contradiction avec la volonté de la grande majorité

de la population, se permettent même d'aller plus loin et plus vite que l'ancien régime dans l'application de cet accord séparatiste ». L'Union des Maliens de la Diaspora se désolidarise donc de cette volonté affichée des autorités de la Transition à vouloir appliquer intégralement l'Accord d'Alger « en l'absence de consensus national et d'adhésion du peuple malien » et déclare que le document de l'accord « ne peut constituer une solution à la crise sécuritaire malienne et une réponse au besoin d'unité et de cohésion du peuple malien autour de valeurs nationales fortes ». Il s'agit selon L'Union des Maliens de la Diaspora, ni plus ni moins d'une « prime à la rébellion ». C'est pour ces raisons que « L'Union des Maliens de la Diaspora s'est engagée résolument à lutter contre l'application de cet accord » qui vise la partition du Mali. En conséquence elle demande « aux autorités publiques actuelles du Mali et à leur soutiens internationaux de décréter immédiatement un « moratoire » sur l'application de ce document et le projet de révision constitutionnelle jusqu'à ce que le peuple, ses représentants au parlement élus au suffrage universel direct, la classe politique toute entière et les plus hautes juridictions du pays que sont la Cour constitutionnelle et la Cour suprême se prononcent sur toutes les dispositions de cet accord négocié signé en Algérie ». L'Union des Maliens de la Diaspora rappelle son attachement à l'unicité de notre pays, à l'intégrité du territoire national et en appelle aux peuples français et maliens pour refuser l'application de l'Accord d'Alger dans sa mouture actuelle.

■ Diala Thiény Konaté



Lutte contre le terrorisme : Et si les militaires maliens s'inspiraient d'Idriss Deby !

Idriss Deby Itno est un homme dont on peut vanter les multiples qualités. Toute sa vie durant, il aura été omniprésent sur la scène africaine et mondiale pour la défense et la sauvegarde des intérêts du continent. A n'en pas douter Idriss Deby est un exemple de constance et surtout d'engagement pour sa patrie et pour l'Afrique. Ne doit-il pas inspirer plus d'un ?



Le continent Africain a un bel exemple à suivre. Il s'agit de celui de feu Idriss Deby Itno. Patriote, il a consenti le sacrifice suprême pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays. Idriss Deby Itno n'était pas que politique, il était aussi un militaire aguerri, âpre aux combats et fin stratège qui n'hésitait à prendre les commandes des opérations militaires quand la patrie était en danger. Oui, c'était un chef d'Etat qui avait le sens de la responsabilité et le souci de protéger ses gouvernés. Ce souci l'a poussé à aller au front pour affronter les groupes rebelles qui tentaient de déstabiliser son pays. Même si certains tentent de mettre sous le boisseau tout ce que cet homme a abattu comme travail pour la construction de son armée, n'en déplaise à ses détracteurs, l'armée Tchadienne est aujourd'hui une fierté sous régionale. Les qualités d'Idriss Deby Itno doivent désormais être enseignées dans les écoles militaires africaines pour servir d'exemple. Ce bel exemple servira-t-il pas de source

d'inspiration pour les militaires des pays du Sahel en proie à l'insécurité, en occurrence le Mali ? Quoi qu'il en soit la gestion de la crise dans notre pays et le mutisme des dirigeants inclinent à penser que tel ne semble pas être le cas dans le pays de Soundiata. Contrairement au Marechal Idriss Deby qui prend part aux combats aux côtés de ses hommes sur le front, au Mali l'absence des militaires hauts gradés se fait cruellement remarquée. Bon nombre d'entre eux, se bousculent devant les bureaux climatisés en s'adjudgeant les commandes des institutions de la République. La citation de militaire la plus célèbre est : « Une belle femme plaît aux yeux, une bonne femme plaît au cœur ; l'une est un bijou, l'autre un trésor ». Cette citation de Napoléon Bonaparte ne semble pas inspirer le club des hauts gradés qui donnent l'impression d'avoir arrangé les armées en oubliant les théâtres des opérations. Le Mali est l'un des rares pays où les généraux et les colonels sont dans cette dynamique. Avec une telle situation, il serait illusoire de croire à une victoire à court terme

sur le terrorisme qui commence à prendre une dimension inquiétante. Sans jeter la pierre dans le jardin de qui que soit, la place d'un militaire est bien évidemment sur le front et non sur la sphère politique et administrative. Depuis 2012, l'insécurité sévit dans notre pays, le bateau malien prend l'eau de toute part. Face à cette atmosphère invivable pour la population, les soldats Maliens sont dévoués et se battent avec détermination sur le terrain mais malheureusement, il manque le soutien des officiers qui sont dans la capitale en train de se partager tous les postes juteux. Entre temps, les groupes extrémistes violents continuent tout doucement leur progression vers les zones jusqu'ici épargnées par l'insécurité. Dans un pays en guerre, il serait bien séant que les hauts gradés de l'armée donnent l'exemple en prenant les rênes des opérations. L'heure du sursaut va-t-elle sonner ?

■ Ibrahim Sanogo

Insécurité alimentaire : Le PAM tire la sonnette d'alarme

Des millions de familles en Afrique de l'Ouest et centrale sont menacées par une grave situation d'insécurité alimentaire. Cela est dû à la flambée des prix des denrées alimentaires, dans une région en proie à des conflits et à l'impact socio-économique de la pandémie de la Covid-19. Et selon le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, une action immédiate est nécessaire afin d'éviter une catastrophe alimentaire. Plus de 31 millions de personnes dans la région devraient être en situation d'insécurité alimentaire et incapables de se nourrir pendant la saison de soudure de juin-août. Ce chiffre est supérieur de plus de 30% à celui de l'année dernière et représente le niveau le plus élevé depuis près de dix ans, selon les données du Cadre harmonisé, une analyse conjointe de la sécurité alimentaire publiée sous les auspices du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Par ailleurs, les prix des denrées alimentaires sont en hausse dans toute la région. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les produits locaux ont augmenté de près de 40% et dans certaines zones, les prix ont grimpé de plus de 200%. Cette situation est due en partie à l'impact économique des mesures mises en place pour contenir la propagation du coronavirus au cours de l'année dernière, mais aussi à la baisse des revenus des populations en raison de la réduction des activités commerciales, touristiques et informelles, et des transferts de fonds.

Dans certaines parties de la région, comme dans le Nord du Nigeria, le Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger), la République centrafricaine ou encore les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun, l'escalade de la violence oblige les populations à se déplacer, à abandonner leurs champs et leurs sources de revenus, les exposant ainsi à une insécurité alimentaire aiguë.

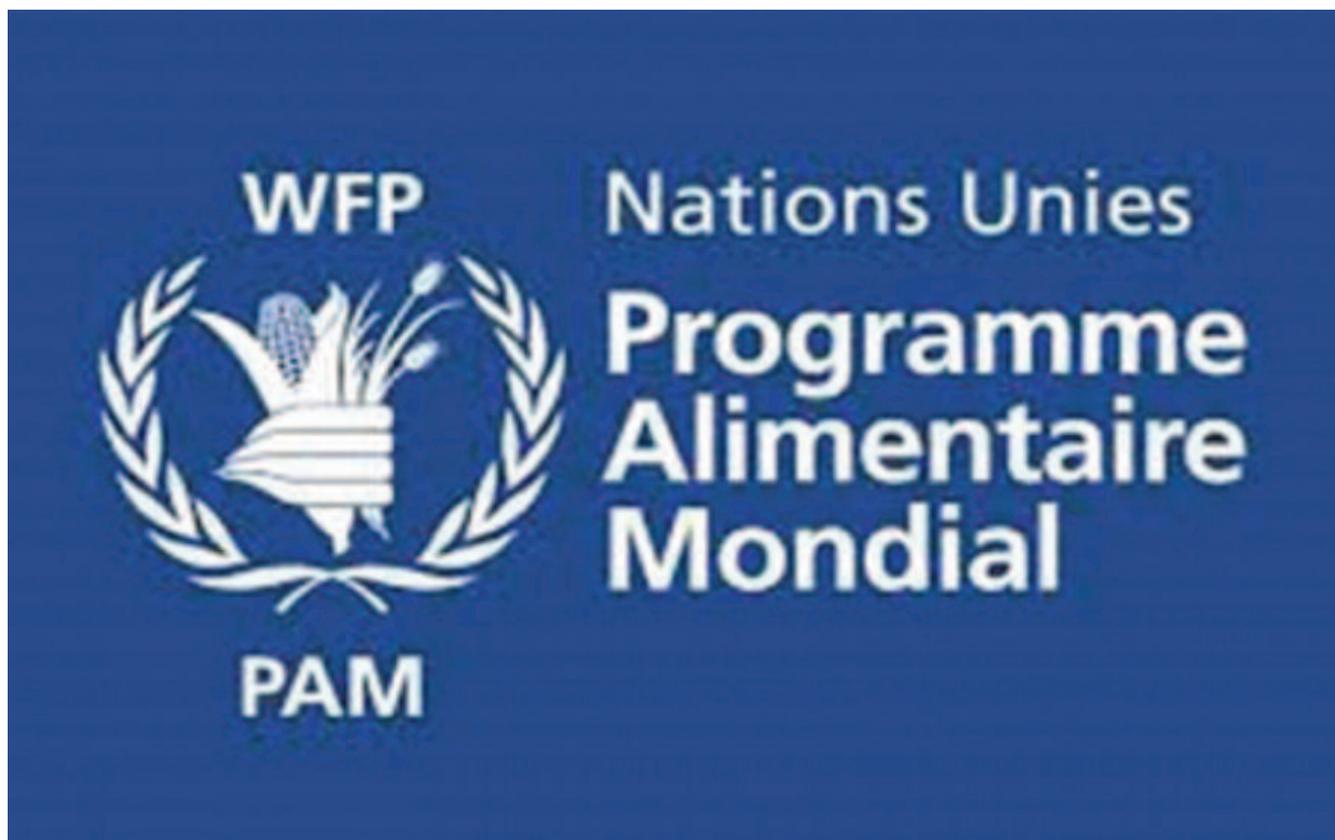
En outre, près de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë cette année dans la région, et le Sahel représente la moitié de ce chiffre à lui seul. Et parallèlement à l'augmentation prévue de 30% de l'insécurité alimentaire et aux prix élevés des aliments nutritifs, ce nombre pourrait augmenter considérablement.

Cette année, le PAM prévoit d'aider près de 18 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et centrale, dont 68% dans des situations de crise et d'urgence. Et pour les six prochains mois, le PAM a besoin de 770 millions de dollars, soit 423,5 milliards de FCFA pour ses opérations dans 19 pays de la région. Si ces fonds ne sont pas collectés, les rations seront diminuées pour les personnes dans le besoin, notamment celles qui souffrent de la faim à cause des conflits.

En 2020, le PAM et ses partenaires ont aidé près de 17 millions de personnes en Afrique de l'Ouest à travers des approches intégrées combinant des interventions alimentaires et nutritionnelles vitales, et des activités qui renforcent la résilience des communautés.

Synthèse

Oumar SANKARÉ
Source : L'ESSOR



Tombouctou : Les forces navales américaines anti-terroristes effectuent un exercice



Les États-Unis continuent de s'associer aux pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), aux forces françaises et à d'autres partenaires internationaux pour lutter contre l'extrémisme violent dans le Sahel, indique un communiqué de l'ambassade des États-Unis au Mali rendu public lundi dernier.

Selon le document, les membres des Forces navales et des marines américains rattachés à l'équipe de sécurité antiterroriste de la flotte, Europe (FASTEUR), qui fait partie de la force expéditionnaire de combat Europe-Afrique/Task Force (CTF) 68 des Forces navales, stationnée à Rota, en Espagne, se sont rendus à Tombouctou, le 16 avril dernier.

L'unité américaine a travaillé avec les forces françaises de l'opération Barkhane pendant l'exercice. Ce tout récent voyage à Tombouctou a permis de tester la capacité du commandement à déplacer rapidement des troupes d'Europe en Afrique de l'Ouest.

« Le déploiement de notre Force d'intervention

interarmées FAST témoigne de notre engagement indéfectible à s'associer et soutenir la sécurité en Afrique de l'Ouest », a déclaré le commodore de la CTF 68, le capitaine Cameron Chen. « Notre force expéditionnaire navale intégrée de la CTF 68 est prête à déployer rapidement une puissance de combat sous la forme des membres des Forces navales et des marines américains pour dégager, sécuriser, construire et protéger partout en Afrique », ajoutera-t-il.

Lors d'un exercice récent à Gao, le 30 mars, des officiers américains ont rencontré le commandant de théâtre et le commandant de la région militaire des Forces armées maliennes (FAMA) afin de mieux comprendre les défis auxquels celles-ci sont confrontées et de réitérer l'engagement des États-Unis à travailler ensemble pour combattre le terrorisme et à s'associer pour apporter la stabilité au Mali. La FAST assure la sécurité des ressources navales et nationales vitales en menant des opérations expéditionnaires d'intervention rapide

contre le terrorisme et pour la sécurité dans la zone de responsabilité africaine et européenne. Quant à la CTF 68, elle fournit des opérations de neutralisation des explosifs et munitions, de construction navale, de sécurité expéditionnaire et de sécurité de théâtre dans la zone de responsabilité de la 6^e flotte des États-Unis.

Le détachement de l'exercice était composé de marines de la FAST, de l'unité mobile 8 de neutralisation des explosifs et munitions (EOD), du 11^e bataillon de construction navale mobile et d'autres capacités de soutien provenant de diverses unités navales et maritimes. Cet exercice a permis à la FAST de tester et d'améliorer son état de préparation, et a symbolisé davantage l'engagement des États-Unis en matière de sécurité dans la région.

Bembablin DOUMBIA
Source : L'ESSOR

Présume coupable/ma part de vérité : Les piques du gal. Yamoussa Camara à l'endroit de Soumeylou Boubeye Maïga

Avec plus de 37 ans d'exercice du métier des armes, le Gal. Yamoussa Camara est un officier supérieur malien qui a fait ses preuves sur le terrain. Grand intellectuel, géomancien de taille, humble, très discret et véridique, il a été enfermé plus de 7 ans dans l'affaire dite des bérets rouges pour « complicité d'enlèvement, séquestration et assassinats de 21 bérets rouges ».



En effet, l'homme a eu la malchance d'être à l'époque ministre de la Défense quand les bérets rouges ont tenté de faire un contre coup d'État contre Amadou Haya Sanogo et acolytes. La suite est connue : l'affaire a été classée, sans jugement, en application de la loi d'entente nationale. Blessé dans son honneur et sa dignité, le Gal. Yamoussa lave son affront en publiant un livre. Cet ouvrage intitulé "Présumé coupable, ma part de vérité" et dont les échos défraient la chronique a un intérêt historique puisqu'il y a beaucoup de tractations pour que le dossier

ne soit pas jugé. Connue pour son franc-parler, le Gal. Yamoussa Camara fustige en grande partie « les montages, machinations et mensonges grotesques » de Soumeylou Boubeye Maïga qui, selon lui, est l'acteur principal de son arrestation.

À la page 66-6 de son livre, il martèle : « Virtuose dans les retournements de veste, Soumeylou Boubeye Maïga est le prototype achevé du voltigeur politique, pervers et narcissique. Ses instincts et son ambition démesurée ont façonné sa personnalité. Il a réussi à se faire passer dans l'imaginaire collectif pour un ex-

pert dans les questions de sécurité et de défense qui détiendrait en plus tous les grands dossiers et secrets d'État. Pour cette raison, il cherche à faire peur et joue sur la peur des concitoyens. Il faut l'avoir pratiqué pour le connaître et le comprendre. Pour le suivre il faut une réelle capacité d'analyse, être attentionné et ne minimiser aucun détail, avoir du flair et certainement un cortex plus développé que le cœur. Pour qui le connaît, sous un sourire malicieux apparaît un esprit épouvantablement orgueilleux trop ambitieux pour se satisfaire d'une position modeste en jouant au second couteau. C'est le Tigre souriant. Derrière un visage avenant, se cache un cœur noir et cruel ».

Et le Gal. Yamoussa d'ajouter : « Soumeylou est si près de ses intérêts, qu'il ne sera jamais un homme de bien politique. Obsédé par une propension malade à la chasse au bonheur. Du bonheur à tout prix, même au travers de la misère des autres. Tel un taureau à la recherche du bon pâturage, il est en perpétuelle transhumance, à la recherche d'une bonne place ou d'une préséance. Tant qu'il est en position de faiblesse, il obéit et se tait. Son art lui permet d'obtenir à peu près tout, à force de génie souvent, parfois de bassesse ou de calomnie. Il a l'obsession d'être dans le camp du vainqueur. Il fait horreur ou pitié ». Avant de poursuivre : « En tout cas, voilà le monstre ! Il ne trouve du plaisir que dans le raffinement ou la perversité. Calculateur froid et impitoyable, on serait tenté de dire qu'il a de la cervelle à la place du cœur. Pour lui, tout ce qui n'est matériellement impossible est possible, il suffit de faire preuve de détermination et de s'asseoir sur sa conscience ».

Arouna Traoré
Source : Nouveau Réveil

Chronogramme des élections : Issa Kaou Djim vent debout contre les futures élections

Le chronogramme des élections fixé le jeudi dernier par le ministre de l'Administration et des Collectivités territoriales n'est pas favorablement accueilli par Issa Kaou Djim, Coordinateur général de la Cmas, parrain de l'ACRT et Vice-président du CNT.

Issa Kaou Djim, Coordinateur général de la Coordination de soutien à l'Imam Mahamoud Dicko (Cmas) et 4e vice-président du Conseil national de Transition (CNT) est contre le chronogramme des élections que vient d'annoncer le ministre de l'Administration et des Collectivités territoriales.

M. Djim a profité de la cérémonie de remise de dons de l'Appel citoyen pour la Réussite de la Transition (ACRT) pour exprimer sa position. L'événement s'est déroulé le samedi dernier, au siège de la Cmas à Magnambougou Faso Kanu, en présence des militants de l'ACRT, de la Cmas et d'invités anonymes.

Le Coordinateur général de la Cmas et parrain de l'ACRT a laissé éclater sa colère contre les autorités administratives de la Transition. Exclusivement contre la fixation des échéances électorales mettant fin à la transition de 18 mois, M. Djim donne ses arguments. « Le peuple ne s'est pas soulevé pour avoir des élections bâclées, le peuple s'est soulevé pour dire non à des pratiques mafieuses dont les auteurs présumés ne sont nullement inquiétés aujourd'hui... ».

Le 4e vice-président du CNT a précisé qu'ils veulent la réussite de la transition avant d'ajouter que le problème des Maliens n'est pas d'aller aux élections à n'importe quel prix. « Si on laisse les voleurs aller aux élections, c'est trahir le peuple, on ne sera pas complice des élections tronquées », a-t-il affirmé et d'ajouter qu'ils voient en « l'imperturbable » Assimi Goïta, un patriote.

« Bah N'Daw doit aider le peuple à ne pas regretter la transition. Aider le peuple, c'est éviter de donner le pouvoir aux voleurs de la République. Nous n'allons pas nous associer à cette escroquerie politique. Nous allons nous assumer, pour nous assumer, nous n'allons



pas tricher avec l'espoir du peuple », a fait savoir le premier responsable de la Cmas et de l'ACRT.

M. Djim a rappelé que l'ancien président de la République, IBK, n'a pas été poussé à la démission par une révolution populaire à cause de sa personne, mais le peuple s'est battu contre des pratiques comme la corruption. Il a fait remarquer que jusqu'à présent, il n'y a eu aucune arrestation liée aux rapports du Vérificateur général portant sur la Loi de Programmation militaire (Lopmi), les avions cloués au sol, les marchés douteux, etc. Et de s'indigner, « ce sont les mêmes gens mis en cause ou complices de ces actes de corruption qui se préparent à briguer la magistrature suprême ».

Aux dires de l'intervenant, on est en train de manipuler le peuple, la vision de la Transition exprimée dans la Charte éponyme est claire. Il a expliqué que la Charte de la Transition est politique et non constitutionnelle et que s'il n'y avait pas eu la révolution du peuple le 18 août 2020, il n'y aurait pas cette même charte. Issa Kaou Djim a battu en brèche les arguments de la communauté internationale et

d'une certaine opinion rappelant au respect de la durée de la Transition (18 mois) en affirmant qu'en 1991, « ATT était venu pour 9 mois, il est resté 15 mois ». Selon lui, « nous avons perdu le nord, le centre est en lambeau, l'insécurité règne au sud, il n'y a aucune perspective pour les jeunes, la famine frappe les populations. Pourquoi nous forcer à aller aux élections sans avoir réglé certaines crises ? Nous disons non ». Il a en outre dénoncé l'application en l'état de l'Accord issu du processus d'Alger, qui à ses dires, peut être relu et corrigé.

Le ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités, le lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga, a annoncé au cours d'un point de presse le jeudi 15 avril 2021, le chronogramme des élections générales. Le 1er tour de la présidentielle couplée aux législatives est prévue pour le 27 février 2022. Le référendum est fixé au dimanche 31 octobre 2021 et le renouvellement des Conseillers de cercle, les Conseillers régionaux et ceux du district est annoncé pour le 26 décembre prochain.

Abdrahamane Dicko
Source : Mali Tribune

US et coutume : Manger ensemble, une valeur en disparition au Mali

Au Mali, manger dans le même plat est l'une des valeurs sociétales qui a tendance à disparaître. Cette coutume, ayant jadis pour objectif de rassembler les membres d'une même famille autour d'un plat, disparaît aujourd'hui au profit du modernisme.

Autrefois, dans les familles maliennes, les moments de repas étaient l'occasion pour les membres d'une même famille de se retrouver, de causer et de partager les informations. Aujourd'hui, au nom de l'évolution, cette culture disparaît peu à peu. Au petit déjeuner comme au déjeuner, chacun mange de son côté, avec une assiette. Les membres des familles ne se réunissent plus à l'heure du repas.

Pourtant, explique le sociologue, Dr. Aly Tounkara, les cultures maliennes souhaiteraient perpétuer à travers le plat, certaines valeurs sociétales qu'elles jugent cardinales tels que la cohésion, le partage, l'entre-aide. Le fait de manger seul est devenu une habitude pour la plupart du monde, voire normal. Selon le sociologue, manger seul dans le contexte malien était mal vu. Soit, dit-il, c'était pour des raisons de santé ou une certaine infirmité corporelle. En plus de cela, s'ajoute le fait qu'on soit étranger. « Dans nos différentes zones culturelles, manger seul est rare, mais avec l'introduction du travail rémunéré, cette mobilité à laquelle l'homme et la femme font objet, nous assistons de plus en plus au fait que les gens

mangent seuls à cause des contraintes temporelles. De ce fait, les retrouvailles deviennent rares », analyse Dr. Tounkara.

Plus qu'un acte anodin, le repas collectif est un savoir vivre et une belle initiation surtout pour les enfants. « En Afrique, tout est enseignement », affirme Amadou Hampâthé Bah dans son roman « Hamkoulé ». Il informe que certaines valeurs et interdictions étaient transmises pendant le repas. « Il était inculqué à l'enfant de manger devant soi et à se contenter de ce qu'il a. On lui montrait comment se comporter. Par exemple ne pas parler pendant le repas, l'apprentissage et la maîtrise de la langue, le silence mais aussi savoir où parler et où se taire », révèle l'auteur dans ce roman. Il précise : « tenir le rebord de la tasse contenant le plat de la main gauche est un geste de politesse et d'humilité. Ne pas se servir soi-même la viande sur le repas consistait à maîtriser son appétit et sa gourmandise ».

Oumou Fofana
Source : Mali Tribune



Le Tchad perd son maréchal : Les maliens profondément affectés mais reconnaissants

Le maréchal et président du Tchad est mort. Les maliens, profondément touchés, retiennent son courage, son sacrifice et sa solidarité.



C'est le jour même du début des élections présidentielles que les rebelles du FACT (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad) ont attaqué le pays depuis la Lybie, source éternelle de la déstabilisation du pays depuis le règne Kadhafi. Le week-end dernier, comme à son habitude, Idriss Deby Itno est allé au front conduire en personne son armée sur le terrain vers la victoire. À cet égard, les nouvelles étaient bonnes, puisque l'armée tchadienne avait infligé des défaites cuisantes aux assaillants. Tuant plusieurs centaines d'entre eux ; contre cinq blessés côté amis.

Succombé le lendemain de sa réélection

On se doutait bien que le président et Commandant en chef faisait partie de ces blessés.

Même si la nouvelle avait été donnée par un communiqué des FACT. Certaines sources disaient que Deby et quatre de ses généraux étaient tués.

D'autres évoquent même une rencontre entre Deby et ses hommes avec une délégation du FACT. Les échanges auraient dégénéré et fini en confrontation armée.

Mais, ce sont là des informations à prendre avec des pincettes ; car non étayées par des sources fiables. Et puis, l'intox n'est jamais très loin.

C'est donc le lendemain même de la proclamation provisoire de sa victoire aux présidentielles avec pas loin des 80% des suffrages exprimés, ce mardi 20 avril 2021 que, sonné et abasourdi, le monde apprend par un communiqué de l'armée lu à la télévision tchadienne que le maréchal venait de mourir suite à des blessures eues durant les combats du

week-end.

Mort sur le champ de l'honneur les armes à la main

Les mots manquent pour décrire l'effet qu'a eu cette terrible et brutale nouvelle au Tchad, à travers le monde et aussi au Mali. Le jour même, la présidence du Mali, Koulouba, a fait diffuser un « Message du président de la Transition, chef de l'État », le colonel major à la retraite Bah N'DAW.

Dans cette communication, Koulouba exprime sa « profonde tristesse » à l'occasion de « ce décès brutal, au combat, les armes à la main » du président tchadien Idriss DEBY ITNO. Un événement considéré comme « une lourde perte », non seulement pour le Tchad mais aussi pour la région saharienne. On peut ajouter plus.

La France qui est fortement engagée dans cette région et les déchirures atroces qui la met en lambeaux, a elle aussi réagi tout de suite. L'Élysée écrit en effet sur sa page Twitter : « La France a appris avec émotion le décès du président de la République du Tchad, Idriss Deby Itno, annoncé le mardi 20 avril 2021 ». Le tweet ajoute que « La France perd un ami courageux ».

Le maréchal DEBY laisse la place au général DEBY

La France dit aussi, élément très important qui montre qu'il n'y aurait pas une guerre déclarée contre la décision prise par les militaires tchadiens, qui ont dissous l'Assemblée nationale, de remplacer le père par le fils, : «prendre acte » de la mise en place d'un Conseil militaire de la « transition politique d'une durée limitée ». Ce passage est très important : il signifie que la France va laisser l'armée diriger une période intérimaire. Exactement comme au Mali. Nous ne sommes pas dans le scénario de 2012 au Mali où il a été exigé des militaires de rendre le pouvoir aux civiles.

En effet, l'armée tchadienne a annoncé la mort du maréchal président mais aussi son remplacement, pour 18 mois (comme au Mali), par le général 4 étoiles Mahamat 'Kaka' Idriss DEBY, fils du défunt président.

Tel père, tel fils

Le jeune officier général de 37 ans, chef de la Garde présidentielle, est un militaire de carrière et homme d'Etat. Après le parachèvement de sa formation militaire à Aix en Provence (sud-est de la France), son père le reverse dans la Direction générale de la sécurité des services des institutions de l'État (DGSSIE).

Il y grimpe les échelons et participe aussi à des batailles très dures pour la défense nationale. En 2013, 'Kaka' est nommé commandant en second des Forces armées Tchadiennes (FAT).

Et c'est à cette hauteur de responsabilité que cette même année 2013, il va participer, aux premières lignes, au Mali au sein des Forces armées Tchadiennes en intervention au Mali (Fatim).

Le fils Deby va y avoir un comportement héroïque qui va laisser dans le cœur des maliens une forte admiration, reconnaissance et gratitude. Blessé aux combats en montagne où les français n'ont pas osé s'aventurer, il sera évacué.

Les maliens entre effondrements et reconnaissances

Cette période glorieuse va laisser des traces ineffaçables au Mali. Les maliens vont magnifier ces deux officiers, le père et le fils, non de salon mais de champs de bataille. Les citoyens vont éprouver à l'endroit du président Deby, qui leur a donné son propre fils pour les défendre, un profond respect doublé de reconnaissance.

À ne pas oublier aussi que DEBY avait promis puis tenu la promesse de dépêcher 1200 de ses soldats pour venir nous défendre dans la zone œil de cyclone, la « Zone des trois frontières ». Les soldats tchadiens sont venus le 29 mars dernier et se sont de suite jetés dans le combat. Plusieurs d'entre eux ont du reste trouvé la mort sur le champ d'honneur. Ils ont versé leur sang pour nous.

Il faut ainsi comprendre que cette journée funeste du mardi 20 est un jour de deuil profond pour nous autres. On est touché en plein cœur.

■ Diala Thiény Konaté

Mahamat Idriss Deby Itno, nouvel homme fort du Tchad : Le fils Deby sur une poudrière ?

Après la mort de Idriss Deby au combat contre les rebelles, un Conseil Militaire, dirigé par Mahamat Idriss Deby Itno, le fils de l'ex-président tchadien, est mis sur pied pour une durée de dix-huit mois. Mahamat Idriss Deby Itno, est Général de l'Armée tchadienne et dirigeait depuis de nombreuses années la Direction Générale des Services de Sécurité des Institutions de l'État (DGSSIE), dont fait partie la garde présidentielle.

En mai 2009, il participe à la bataille victorieuse d'Am-Dam contre une coalition rebelle menée par Timan Erdimi, dans l'Est du Tchad.

Dès 2010, il reçoit au sein de la DGSSIE le commandement de l'Escadron blindé et des gardes du corps. En 2012, il est ensuite nommé à la tête du Groupement numéro 1 de la DGSSIE (sur trois groupements), chargée de la sécurité du Palais présidentiel. En 2013, il est nommé au poste de commandant en second des Forces Armées Tchadiennes en Intervention au Mali (FATIM), dans le nord du Mali, sous les ordres du Général Oumar Biko.

L'homme ne s'en est cependant pas encore tiré à bon compte, car au lendemain de sa prise de pouvoir, et alors qu'une période d'incertitude inquiétante s'ouvre pour le pays, les principaux partis d'opposition tchadiens ont dénoncé, mercredi 21 avril, dans un communiqué « un coup d'Etat institutionnel ». Une trentaine de « partis politiques de l'opposition démocratique appellent à l'instauration d'une transition dirigée par les civils (...) à travers un dialogue inclusif ».

Mahamat Idriss Déby exerce la fonction de « président de la République », de « chef suprême des armées » et concentre presque tous les pouvoirs. L'opposition « appelle la population tchadienne à ne pas obéir aux décisions illégales, illégitimes et irrégulières prises par le CMT, notamment la charte de la transition, le couvre-feu, la fermeture des frontières ».

Parmi les signataires du communiqué des par-

tis de l'opposition figurent le parti de Saleh Kebzabo, opposant « historique » d'Idriss Déby, et la formation de Succès Masra, un des plus farouches contempteurs du régime de l'ancien président. Ces partis ont « mis en garde » la France, qui a soutenu l'ex-chef de l'Etat depuis son accession au pouvoir en 1990 à la tête d'une rébellion, « de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Tchad ».

Mardi, l'Elysée avait réagi à la mort de Déby, en annonçant que la France perdait « un ami courageux » et en soulignant l'importance d'une « transition pacifique » au Tchad. Paris « exprime son ferme attachement à la stabilité et à l'intégrité territoriale du Tchad », avait encore affirmé un communiqué de la présidence. Les signataires appellent, enfin, la communauté internationale « à accompagner le peuple tchadien dans la restauration de l'Etat de droit et de la démocratie ».

Ce CMT que préside Mahamat Déby apparaît toutefois relativement fragile. Le fils Déby peut certes compter en théorie sur la Direction Générale des Services de Sécurité des Institutions de l'État (DGSSIE), la garde présidentielle, qu'il commande depuis 2014. Ce corps d'élite est le fer de lance du régime, avec une dizaine de milliers d'hommes bien équipés et bien entraînés, recrutés majoritairement parmi les Zaghawas, la communauté de la famille Déby. Aussi, Mahamat Déby, un homme habituellement discret et taiseux, peu enclin à s'exposer dans la lumière et plus versé dans les affaires militaires que dans les jeux politiques, va devoir apprendre très vite ! Sans oublier que les rebelles qui sont à l'origine de la mort de son père ont annoncé leur ferme volonté de marcher sur N'Ndjamena, juste après l'inhumation du Maréchal ! Autant dire que l'homme est sur une poudrière, exactement comme son père, lorsque celui-ci accédait au pouvoir. Saura-t-il relever le défi, à l'image de son vieux père ?

■ Yama DIALLO

Soutien de la France au Conseil Militaire Transition au Tchad : Le Parlement demande des comptes à l'Élysée

Depuis la mort de Idriss Déby Itno, lundi, tout est au ralenti au Tchad, du moins en attendant les obsèques du défunt président qui auront lieu ce vendredi à N'Djamena. Paris, qui regrette déjà « la perte d'un ami de la France », a aussi clairement donné son quitus au Conseil Militaire de Transition mis en place et dirigé par Mahamat Déby Itno, un des fils de l'ancien Président Idriss Déby Itno. Mieux, le Président français sera présent aux cérémonies funèbres d'Idriss Déby. En effet, le porte-parole du gouvernement français, Gabriel Attal, a annoncé qu'Emmanuel Macron y assistera. Le Tchad est un élément central dans le dispositif militaire français au Sahel. « Le président de la République lui a rendu hommage ce matin (ndlr : mercredi) en conseil des ministres, il se rendra à ses obsèques en fin de semaine », a précisé Gabriel Attal lors d'une conférence de presse, en saluant, un homme de courage, un homme passionné de son pays. Ces annonces n'ont pas été appréciées au sein de la diaspora tchadienne. En effet, des membres de la diaspora tchadienne fédérés dans un collectif ont estimé que la France avait apporté un soutien hâtif au régime de transition, qu'ils appellent à rejeter. La diaspora tcha-

dienne de tout horizon, après concertation condamne un coup de force militaire et juge inacceptable cette transition politique militaire, selon un communiqué. Ils condamnent la reconnaissance et le soutien hâtif apporté par la France à la junte militaire qui, selon eux, « n'est pas l'émanation des autorités régulières ».

De son côté, le Parlement français, à travers le député de Haute-Garonne, Sébastien Nadot, adressait une lettre à Madame la ministre des Armées pour demander des explications sur la présence des troupes françaises au Tchad. Dans cette correspondance, on peut lire : « Mardi 20 avril 2021, le Président tchadien Idriss Deby Etno est mort à la suite de blessures qu'il aurait reçues lors d'affrontements armés contre les forces rebelles, alors qu'il venait juste d'être officiellement réélu pour un nouveau mandat.

Mahamat Idriss Deby Etno, l'un des fils d'Idriss Deby, s'est placé à la tête d'un « Conseil militaire de transition » et s'est ainsi emparé du pouvoir, contrairement aux termes de la constitution tchadienne, selon laquelle en pareille situation, il revient au Président de l'Assemblée nationale tchadienne d'assurer la présidence par intérim du pays. A contrario

comme première mesure, le « Conseil militaire de transition » a décidé de dissoudre le Parlement tchadien.

N'Djamena, la capitale du pays, est encerclée par les forces rebelles. Dans un tel contexte, l'armée française présente au Tchad, où se trouve la base de l'état-major, et des forces aériennes de l'opération Barkhane, devront d'une manière ou d'une autre intervenir directement si ce n'est pas déjà le cas. Rappelons que l'armée française était directement intervenue au Tchad, en soutien au Président Idriss Déby en février 2019, avec des frappes de Mirage 2000 contre une colonne d'un groupe armé en provenance de Libye.

Cette situation exige, selon les termes de l'article 35, alinéa 2, de la Constitution française, que « le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention » et qu'il « précise les objectifs poursuivis ». La mise à l'écart du Parlement en matière d'engagement de nos forces armées n'a que trop duré. Elle n'est pas digne d'un Etat de droit démocratique qui se respecte.

Je demande au Gouvernement français de respecter les termes de la Constitution et, par conséquent, de venir devant le Parlement expliquer l'action militaire de la France au Tchad. Il en va du respect des citoyens français comme de celui de nos Armées et, à travers elles, de nos militaires ».

Sans être dans le secret des dieux, il va falloir un peu plus pour amener l'Élysée à reconsidérer sa position par rapport à la transition militaire au Tchad !

■ Yama DIALLO



Week-end des Aigles en Europe : Diabaté et Dicko ont marqué en Turquie

Comme d'habitude notre tournée de la semaine va nous emmener en Angleterre, en Allemagne, en Ligue1 Française, au Portugal et en Turquie pour vous donner les nouvelles des internationaux maliens qui évoluent au sein de ses grands championnats.

En Angleterre, se sont jouées la 32ème journée et les demi-finales de la FA Cup. En Cup, Moussa Djenepo et Southampton ont été éliminés par Leicester (1-0). Le malien a joué 73 dans cette rencontre. Yves Bissouma et Brighton, déjà éliminés de la coupe, ont fait un match nul lors de la 32ème journée le mardi 20 avril face à Chelsea.

Allemagne

Au cours du week-end, pour le compte de la 29ème journée de la Bundesliga, le RB Leipzig de Amadou Haidara était opposé à Hoffenheim de son compatriote Diadié Samassekou. Les deux équipes n'ont pas pu se départager (0-0). Diadié a joué toute la rencontre, tandis que Haidara est entré pour les 45 dernières minutes.

France

Pour le compte de la 33ème journée de la Ligue1 française, le Stade Rennais avec Hamari Traoré titulaire, est allé s'imposer (3-0) sur le terrain d'Angers. Côté angevin, Lassana Coulibaly était absent. Brest et Lens ont fait match nul (1-1) sur la pelouse de Brest. Les lensois, Cheick Doucouré et Massadio Haidara ont joué toute la rencontre. Dijon a entériné son unique victoire à domicile cette saison face à l'OGC Nice (2-0). Côté dijonnais, Sénou Coulibaly a joué titulaire. Bien que réduit à 10, Strasbourg a réussi à arracher le point du nul sur le terrain de Nîmes grâce à un penalty provoqué par le tout jeune malien Moïse Sahi, entré en jeu à la 76. Son compatriote et coéquipier Kevin Zohi a assisté à la rencontre depuis le banc. Reims et Metz se sont neutralisés (0-0). Moussa Doumbia et El Bilal Touré ont cédé leurs places respectivement à la 63 et



72 du côté rémois alors que leur coéquipier Fodé Doucouré était absent de la feuille de match. Pour Metz, Boubacar Kiki Kouyaté était titulaire mais ses équipiers Boubacar Traoré et Mamadou Fofana étaient sur le banc des remplaçants. Le FC Nantes qui accueillait l'OL, a perdu (1-2). Pour les Canaris, Charles Traoré et Kalifa Coulibaly ont débuté la rencontre mais le premier a cédé sa place à la 37 et le second est sorti à la 80.

Portugal

La Liga portugaise disputait sa 27ème journée au cours de laquelle Guimaraes s'est imposé (1-0) face à Santa Clara. Falaye Sacko, du côté de Guimaraes, a joué toute la rencontre. Et le FC Porto est allé gagner (1-0) chez Nacional. L'attaquant malien des dragons, Moussa Marega, est entré à la 72 de jeu.

Turquie

En Turquie, la Super Ligue turque était à sa 35ème journée. L'équipe de Sivasspor qui est de mieux en mieux depuis quelques temps, est

allée s'imposer (3-2) sur le terrain de Genclerbirligi. Côté Sivass, Samba Camara et Moustapha Yatabaré étaient titulaires même si Yatabaré a été remplacé à la mi-temps. Par contre leur compatriote Mamadou Samassa est resté sur le banc. Denizlispor a courbé l'échine devant Erzurumspor (2-3). Hadi Sacko a joué 84 pour Denizli. Avec Adama Traoré Noss titulaire et Youssef Koné absent, Hatayspor a tenu le Trabzonspor en échec sur ses propres installations (1-1). Quant à Aly Mallé, il a dû attendre le temps additionnel pour faire son apparition lors de la victoire (1-0) de son équipe, Yeni Malatyaspor. Malgré le deuxième but de la saison de Fousseiny Diabaté, Goztepe est tombé à domicile (1-3) face à Galatasaray. D'un buteur à un autre, Nouha Dicko a permis à Gaziantep de revenir au score à la 63 face à Kasimpasa avant que son équipier Demir n'égalise à la 84 pour match nul (2-2).

S. Guindo
Source : Malijet



Bélier (21 mars - 19 avril)

Saturne et Pluton vous donneront de la pugnacité, mais durciront des situations. Si on vous a fait miroiter de belles promesses qui ne viennent pas ou si vous avez à redire sur vos conditions de travail, vous le ferez savoir, quitte à aller au clash.

Vous pourrez tablez sur un équilibre budgétaire solide et penser aux vacances sans vous faire trop de soucis de ce côté-là. Une bonne chose, car Uranus aura le don de vous pousser à la dépense, même si vos achats seront utiles, mais pas indispensables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Évitez d'imposer votre point de vue, vous n'aurez pas les bons arguments. Et plus vous allez vous entêter, moins les autres vous suivront. Faites plutôt profil bas et avancez sur vos projets dans votre coin. Vous aurez bientôt l'occasion de convaincre, surtout votre hiérarchie.

Prenez un moment pour faire vos comptes, surtout si vous êtes en vacances. Vous avez laissé les tickets de carte bleue s'accumuler et pour éviter de mauvaises surprises, mieux vaut vous mettre à jour sans attendre. Ça vous permettra de rectifier le tir au besoin.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'épanouissement n'est pas au rendez-vous et hélas vous ruminez du noir en pensant à votre évolution professionnelle. De la frustration semble bien inévitable et vous devez apprendre encore à faire des concessions sur un poste qui ne vous comble plus.

Il faut compter sur des paiements différés et un savant calcul pour la journée. Les astres vous lassent dans les tentations qui se succèdent et vos amis ne vous aident pas du tout pour faciliter les économies. Les bonnes résolutions partent en fumée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vos collègues se croient en vacances, grand bien leur fasse, à partir du moment où vous n'aurez pas à faire le travail à leur place ; vous aurez assez de votre. Personne ne vous le demandera et chacun devra assumer ses choix et ses responsabilités.

De guerre lasse, vous renoncerez à passer des heures au téléphone pour rien du tout. À chaque fois que vous essaieriez de joindre un conseiller, vous tomberez sur une plateforme et la personne qui vous répondra ne sera pas en mesure de vous renseigner.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre situation professionnelle offre la possibilité d'un tremplin dans votre carrière. Une évolution actuelle peut se faire par le biais d'un appui. Vous pouvez compter sur l'efficacité de votre réseau professionnel ou d'un ami qui connaît du monde.

Vous devez faire attention à votre gestion financière. Les dépenses continuent de dilapider votre salaire et vous pouvez regretter rapidement les achats que vous faites impulsivement. Il est conseillé de calculer au plus près les achats et de les comparer.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Il y a des jours comme ça où rien ne va. Et bien ce sera le programme de votre jeudi. Ne cherchez pas à passer en force, ça ne servira à rien. Acceptez de bon gré les aléas et montrez-vous plus souple dans votre organisation. Vous avez les qualités pour vous adapter.

Vos finances sont bien protégées par les astres aujourd'hui et ne devraient pas poser de souci. Seuls les dossiers de demande de fonds mériteront votre attention. Remplissez-les sans tarder et pensez au courrier suivi pour vérifier qu'ils ont bien été réceptionnés.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'évolution se fait avec lenteur et vous réalisez que des efforts anciens commencent à payer. Il est bon de ne pas vous emballer si vous signez un contrat. Lisez bien entre les lignes, des clauses ou des rémunérations pourraient vous faire réfléchir.

De la frustration continue encore de vous accompagner dans des journées importantes. Vous pourriez avoir des frais à sortir. Les réalités sont que vous passez en priorité vos règlements, de crainte de manquer d'une trésorerie avant la fin du mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La situation se détendra et vous n'aurez plus à vous confronter à des situations potentiellement conflictuelles. Vous avez même la possibilité de rassembler de bonnes énergies autour de vous, pour vous permettre d'aboutir à une meilleure efficacité.

Ne comptez surtout pas sur des euros qui tomberont tout cuit sur votre compte en banque. Pour en gagner, il faudra aller les chercher, et certainement pas du côté de la loterie. Méditez sur vos idées financières, car l'une d'entre elles sera la bonne.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le risque de commettre des erreurs est grand aujourd'hui. Il serait donc préférable de ne pas vous attaquer à une nouveauté et de laisser les dossiers difficiles pour une meilleure journée. Contentez-vous de la routine !

Vos efforts sont en train de payer. Vous récoltez les fruits de votre gestion et de votre flair. La journée est propice à un gain supplémentaire. Vente en ligne ou chance au jeu, tout est possible !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une imagination fertile vous habite ce jeudi et elle pourrait bien vous permettre de mener à bien une tâche délicate qu'on vous a confiée. Vous saurez sortir votre épingle du jeu et marquer en même temps des points pour davantage de responsabilités dans votre travail.

Vous avez envie de faire plaisir à vos proches et vous n'hésitez pas à dégainer votre carte bancaire dès que l'occasion se présente. Bon, si vos comptes vont bien il n'y a aucune raison pour vous priver. Mais si vous avez déjà abusé... Limitez vos dépenses.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous abordez l'avenir avec sérénité, car la confiance revient. Malgré l'atmosphère de stress, vous avancez en établissant de bons feelings avec vos collaborateurs. L'envie d'avoir des responsabilités se fait sentir et pour cela, une formation est possible.

À part des coups de cœur, vous faites attention à la gestion du budget. Les sorties avec des amis ou du shopping peuvent vous entraîner vers des frais pas prévus qui ne tombent pas au moment idéal. Malgré tout, vous restez serein par rapport à votre situation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Avec les planètes en Lion dans votre secteur VI, un climat tendu s'instaurera d'entrée de jeu au sein de votre activité. Vous devrez lutter en imposant vos compétences. Vos performances devraient dissuader un collègue de vous casser trop les pieds.

Prudence, zone sensible sera le climat décrit par le binôme Jupiter/Neptune. Symboles de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, ces planètes pourraient vous entraîner dans des dépenses supérieures aux moyens dont vous disposerez.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP